

remarques, même si elles sont quelque peu décousues, au cours de ce débat non seulement important, mais opportun, car les fondements mêmes de la Confédération ont été mis en question ces derniers jours. Je veux parler de trois éléments particuliers: les paiements de péréquation, l'idée d'un arrangement entre les deux principaux groupes ethniques du pays et enfin la mise en question de nouvelles politiques multiculturelles du gouvernement. Pour moi, remettre en question ces éléments de notre existence comme nation, c'est vraiment douter de l'idée de la Confédération elle-même. Voilà pourquoi il est opportun, à mes yeux, de traiter à la Chambre des paiements de péréquation et des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

M. Vincent Massey, qui devait plus tard devenir gouverneur général du Canada, a dit en 1924 ce qui suit:

Ce pays est bien plus qu'une succession de champs de blé, de mines d'or et de forêts de pâte à papier; c'est même plus que la réunion de neuf provinces distinctes. Ce pays est l'expression de certaines idées.

Je n'ai jamais lu une meilleure définition du Canada. Nombreux sont ceux qui ont essayé de décrire le Canada et de définir l'identité canadienne. Personne n'a aussi bien réussi que Vincent Massey lorsqu'il a prononcé ces quelques mots il y a près de 50 ans. L'idée qu'incarne le Canada pourrait être comparée à une expérience, une grande expérience dans l'évolution d'une société véritablement coopérative et tolérante, une société où nous pouvons coexister avec d'autres gens qui partagent avec nous bon nombre de choses malgré des différences de langue et de religion, une société qui ouvre ses portes au monde et permet aux immigrants, plus que partout ailleurs, de conserver le passé qu'ils chérissent et de maintenir même leurs langues d'origine.

Si l'on envisage le Canada dans une autre perspective que celle-ci, il faudrait, à mon avis, conclure que ce n'est pas un État viable. Aucun pays, par exemple, si ce n'est l'URSS, n'est plus étendu de l'est à l'ouest et du nord au sud, et ne renferme autant de régions géographiques distinctes où règne un climat aussi pénible que le nôtre et où la population s'étire le long d'une bande étroite. En face d'une telle situation, le bon sens nous dicterait, comme meilleure solution, de nous joindre au grand voisin du Sud. Beaucoup la trouveraient avantageuse du point de vue économique. Si nous l'avions fait plus tôt, nous serions probablement tous bien avancés économiquement. Toutefois, cela n'a pas eu lieu.

Ceux qui se sont embarqués dans cette aventure qu'on appelle la confédération l'ont fait dans l'intention de résister à leur absorption par les États-Unis. Ils voulaient fonder une société différente dans cette moitié septentrionale du continent, une société où deux races essaieraient de vivre côte à côte dans l'unité et dans l'harmonie et qui invitent le reste du monde à venir partager avec elles cette grande expérience. Afin d'assurer la réussite de cette expérience, monsieur l'Orateur, il faut, à mon avis, une collaboration très étroite entre les diverses régions du pays et de fait entre les Canadiens. Tel est le fondement des paiements de péréquation. Il s'agit en réalité de l'aide que des citoyens accordent à leurs concitoyens, les gens plus aisés secourant ceux qui le sont moins.

Je suis originaire d'une région dotée de grandes ressources naturelles et qui à l'heure actuelle jouit d'une économie encore plus prospère que d'autres régions du pays. Je veux parler de l'Alberta. Je suis persuadé que je me fais le porte-parole de la plupart des Albertains, lorsque j'affirme que nous sommes heureux de pouvoir épauler les

Canadiens moins fortunés qui vivent dans d'autres régions et nous continuerons volontiers à le faire durant de nombreuses années à venir.

Je crois que le député de Kamloops-Cariboo (M. Marchand) s'est fait l'interprète de la plupart des habitants de la Colombie-Britannique lorsqu'il a parlé plus tôt ce soir. Il a dit avoir confiance que si plus tard la Colombie-Britannique s'appauvrissait, d'autres régions du Canada y pourvoiraient et aideraient la population de cette partie du pays à maintenir un niveau raisonnable de service public et de vie.

À l'heure actuelle, la plupart des paiements fédéraux aux provinces vont aux cinq provinces les plus à l'Est. J'ai confiance que cela ne se continuera pas très longtemps car on ne peut s'empêcher d'être impressionné par les immenses virtualités qui existent dans ces cinq provinces. Le seul fait qu'elles touchent toutes à l'océan les rend en cela même une importante partie du pays, à cause du rôle aussi grand ou plus grand que celui des masses terrestres que joueront les océans à l'avenir. Le fait que le Canada possède le plus long littoral au monde et que cinq de nos provinces atlantiques baignent en eau salée augure bien pour l'avenir. À mon avis, les citoyens de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario font en réalité un bon placement quand ils investissent dans ces régions.

Toutefois, comme je l'ai déjà indiqué, certains prétendent que les paiements de péréquation ont quelque chose d'insidieux et que nous devrions les suspendre.

• (2130)

**M. Alexander:** De grâce, où allez vous chercher cela?

**M. Sulatycky:** J'ai aussi entendu dire par bien des gens que nous devrions consacrer une plus grande partie de notre produit national brut à l'aide étrangère. Il me paraît tout à fait illogique de vouloir offrir 1 ou 2 p. 100 de notre produit national brut aux pays sous-développés, puis d'ergoter s'il s'agit de consacrer 1 p. 100 de ce même produit national brut aux provinces pauvres à l'intérieur de nos frontières.

Il semble que la péréquation soit acceptée dans les cercles du football, mais non universellement lorsqu'il s'agit de venir en aide à notre pays. Pendant de nombreuses années, suivant le régime qu'avait adopté la Ligne canadienne du football, les équipes qui attireraient les foules les plus nombreuses aidaient à soutenir les autres, par exemple celles de Regina, de Winnipeg, d'Edmonton ou de Calgary, et alors personne ne chicanait. De fait, sans un régime de péréquation des entrées, il est fort probable que la Ligue canadienne du football n'existerait pas.

**M. Skoberg:** C'était en Saskatchewan, à Regina.

**M. Sulatycky:** Comme expatrié de la Saskatchewan, j'admets la rectification. J'ai simplement voulu montrer qu'à cause de la nature de notre pays, nous devons aider les régions qui ne peuvent, à un certain moment, se suffire à elles-mêmes. J'espère que les habitants de l'Ouest du Canada ne rompront pas les relations pour cette question de péréquation. Les gens de l'Ouest se distinguent par leur initiative, leur énergie et leur perspicacité. Ils regardent toujours vers l'avenir et non pas vers le passé. Si le conflit prend de l'ampleur dans l'Ouest, il aura simplement pour effet de détourner l'attention des progrès énormes accomplis depuis 20 ou 30 ans.